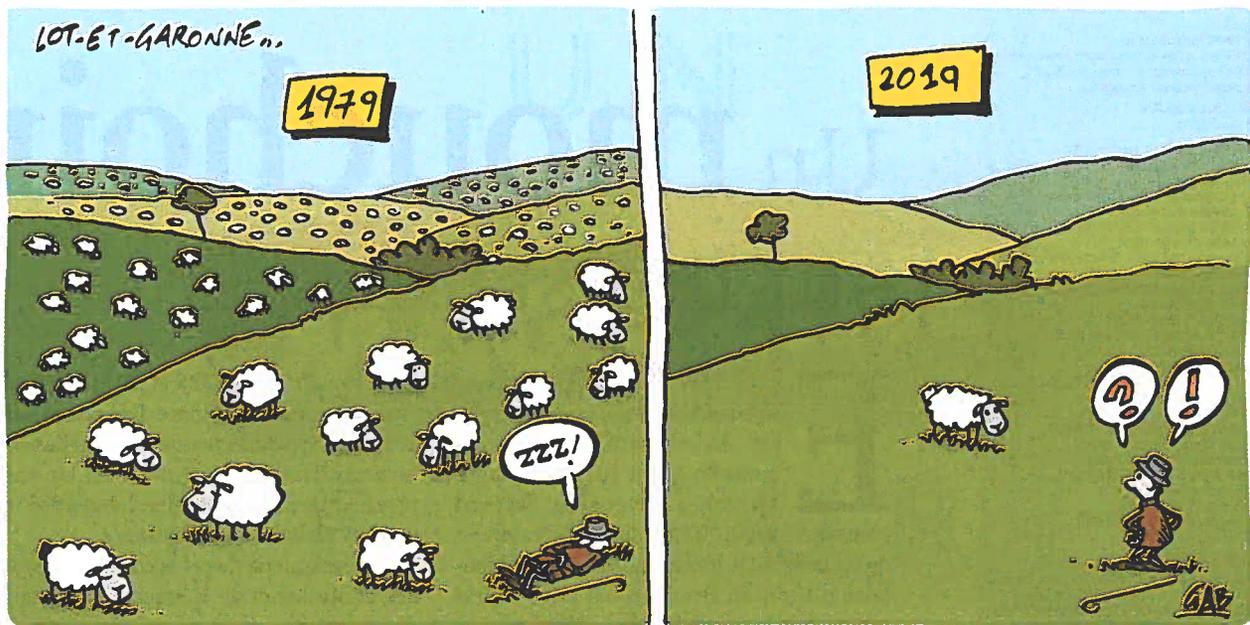


COURRIER DES LECTEURS



Ovins : chronologie d'une débandade

par **JEAN MARBOUTIN** (Lot-et-Garonne)

1979 : entrée de l'Angleterre dans le marché commun. 130 000 brebis dans le Lot-et-Garonne. Négoce et coopératives très actifs. Commerce très dynamique.

1985 : la France se fait prendre la main dans le sac dans la triste affaire du *Rainbow Warrior*. Ouverture totale du marché français. Agneaux de Nouvelle-Zélande et autres font chuter les cours. Les éleveurs paient la note.

1992 : la politique agricole commune est là. Verdict : 5 240 francs par hectare de soja. 800 francs par hectare de prairies. Les éleveurs continuent à payer la note.

2000 : conditionnalité, bouclage électronique. Contrôle sanction : les éleveurs paient encore la note.

2018 : les prédateurs arrivent dans les départements voisins. Les loups à quatre pattes sont là et... ceux à deux pattes chez mon voisin. La nuit, on abat les agneaux dans les champs et on retrouve les têtes dans les containers des poubelles.

2019 : le constat est là. Il reste moins de 9 000 brebis dans le Lot-et-Garonne. En quarante ans, le cheptel ovin a diminué de 80 %.

2022 : mesdames et messieurs, la nouvelle réforme de la Pac est là, allez-vous oser achever les derniers éleveurs de moutons ?

Force est de constater qu'il en va de même pour toutes les filières d'élevage traditionnel : bovin viande, bovin lait et autres.

Dites-nous, mesdames et messieurs les politiques, la France a-t-elle vraiment besoin de ses éleveurs ? Osez nous dire ce que vous voulez faire de nous. Merci de votre compréhension.

**En quarante ans,
le cheptel ovin
a diminué de 80 %
dans le département.**